

Conseil supérieur
de l'éducation
Québec



 **cnesco**
conseil national
d'évaluation
du système scolaire



CONFÉRENCE DE COMPARAISONS INTERNATIONALES

INTERVENTIONS & BIOGRAPHIES



Mixités sociale, scolaire & ethnoculturelle
à l'école : quelles politiques pour la
réussite de tous les élèves ?

4 & 5 juin 2015



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INTERVENTIONS EN PLÉNIÈRES

Plénière 1 : La mesure des mixités sociales à l'école : une problématique statistique mais aussi politique et éthique

Marc Demeuse

La mesure des mixités sociales à l'école : une problématique statistique mais aussi politique et éthique

Le système éducatif belge francophone, comme le montre les données internationales (PISA par exemple), mais aussi les données produites par le système lui-même, est très fortement ségrégué, à la fois d'un point de vue académique et socio-économique (entre les établissements scolaires et, au sein de ceux-ci, entre les filières d'enseignement). Les discours politiques reconnaissent, majoritairement, l'importance de ce manque de mixité et ses effets délétères sur les apprentissages, tant en termes d'efficacité que d'équité. Ces discours s'inspirent assez largement des éléments mis en évidence par la recherche ; cependant, les solutions apportées, notamment à travers une politique d'éducation prioritaire mise en place depuis 1998, visent plus à estomper (par une politique compensatoire) les effets de l'absence de mixité qu'à s'attaquer au problème lui-même, dans un système de libre choix. La mesure de la mixité ou, plus exactement, de la composition des publics des établissements d'enseignement est un problème important en termes non seulement de pilotage et d'évaluation du système, mais aussi, très concrètement, d'attribution des moyens destinés à la politique d'éducation prioritaire. Cette dernière entreprise, déjà complexe en elle-même, l'est encore bien plus dans un état fédéral tel que la Belgique où les informations statistiques sont détenues par différentes entités et où, généralement, la protection de la vie privée est avancée avant toute autre considération collective.

Eva Andersson

La mesure des mixités sociales à l'école : une problématique statistique mais aussi politique et éthique

Les changements dans le système géographique scolaire suédois ont du sens et des implications telles que la modification du schéma de mobilité des élèves, les comportements sociétaux des parents et élèves ou la performance des étudiants dans une société pluriethnique nouvelle. À travers un projet de recherche géographique diverses questions ont été analysées ; 1) la présence de minorités visibles est-elle un facteur de développement de la ségrégation scolaire ? 2) est-ce un accroissement de la ségrégation résidentielle qui conduit à un accroissement de la ségrégation scolaire ? 3) quels sont les étudiants qui utilisent le droit de dérogation pour choisir leurs établissements et en quoi ce choix est-il influencé par le lieu de résidence ? 4) quelles attitudes sont observées pour le choix des écoles et comment celles-ci sont influencées par les classes sociales présentes et le lieu d'implantation ?

Pour une analyse perspicace de ces questions, les données nationales suédoises ont été croisées avec celles collectées au travers d'une enquête réalisée auprès des élèves. Dans la première étude, la variance inter-établissement a été mesurée sous la forme de résultats PISA-résultats sur différentes régions suédoises avec des proportions de minorités étudiantes visibles variées. La deuxième étude a

fait usage d'une approche contrefactuelle où la variance des résultats académiques inter-établissement a été mesurée, dans un premier temps, avec les élèves soumis à la liberté de choix d'établissement et, par la suite, avec les élèves placés expérimentalement dans l'établissement le plus proche de chez eux. La troisième étude a utilisé l'information de l'emplacement des écoles et des élèves pour retracer les changements qui ont été observés, la distance d'éloignement encourue ainsi que le profil des élèves qui faisaient usage de dérogations et les établissements/quartiers fuis. Une quatrième étude a pris en charge la mesure des comportements envers ce choix d'écoles et analysé quel rôle joue le lieu de résidence sur ces décisions de changement d'école.

Anne West

Politique sur la collecte des données ethniques

Cette présentation a pour objectif de présenter les problématiques politiques associées à la collecte d'informations ethniques auprès des élèves en Angleterre. Le secteur de l'Éducation requiert de chaque établissement des données individuelles sur le contexte ethnoculturel de leurs élèves. La présentation prévoit d'axer les discussions sur les politiques associées, leurs développements et leurs instaurations. Elle mettra également en avant comment les données ont été utilisées par le Département en charge de l'éducation mise en place (ainsi que par les chercheurs) pour identifier les raisons de différences de résultats entre élèves issus de divers groupes ethniques.

Plénière 2 : Les politiques scolaires au service de la mixité à l'école : quelles expériences dans les pays de l'OCDE

Angleterre - Anne West

La politique des quotas au-delà des alternances politiques

Cette présentation se concentre sur quelques questions : - comment, au fil des époques, les gouvernements, les autorités locales et les écoles en Angleterre ont-ils utilisés les politiques d'affectations ; comment les critères d'admissions sont-ils définis dans un effort de mixité académique (et sociale) en terme d'inscription au collège notamment ? La présentation mettra donc en avant les « manœuvres » politiques, incluant la politique de « banding », qui allouent les places dans les écoles soit proportionnellement aux demandes et selon leurs résultats aux examens ; soit aléatoirement suivant la proportion des demandes sur le principe d'une loterie ; soit donnant la priorité aux enfants issus de familles désavantagées ou à bas revenu. Cette présentation s'appuiera sur l'histoire des politiques d'affectations et les décisions gouvernementales associées ; elle montrera les changements, au niveau de la dynamique éducative, qu'ont impliqués ces différentes manœuvres.

Belgique Francophone : Christian Maroy

Assurer à tous un véritable choix et favoriser la mixité sociale, le difficile défi de la politique de régulation du choix scolaire

Il n'a pas fallu moins de trois décrets successifs pour que le gouvernement de la Communauté française Wallonie-Bruxelles en Belgique francophone mette en place une politique visant à réguler le 'libre choix' d'école par les parents (entre 2007 et 2010). Tout en se réclamant du respect du principe de liberté de choix inscrit dans la constitution belge, ces décrets remettaient en effet en

question une tradition séculaire d'absence quasi-totale de règles entourant l'exercice de ce droit. L'opposition a été forte, notamment de la part de certains groupes de parents et elle est toujours vive aujourd'hui. La visée affichée de cette politique est de concilier l'exercice d'une véritable liberté de choix pour tous et de favoriser la mixité sociale au sein des écoles.

Nous présenterons tout d'abord le contexte institutionnel, politique et scolaire qui a conduit à cette politique de régulation des inscriptions dans les écoles au début du secondaire. Nous présenterons les dispositifs successifs proposés et ce que nous savons de leur impact sur la mixité sociale des écoles. Nous terminerons en nous interrogeant sur les conditions sociales et institutionnelles de la légitimité et de l'efficacité d'une telle politique visant à concilier équité et liberté face à l'éducation.

États-Unis : Richard Kahlenberg

Des expériences multiples au pays de la lutte historique contre la ségrégation sociale à l'école

Les États-Unis ont connu des changements majeurs dans les dernières décennies pour faire progresser l'intégration *via* l'école : le passage 1) de l'intégration raciale à l'intégration ethnique, à l'intégration des différentes classes socio-économiques, 2) d'une politique de *busing* des élèves à l'utilisation de programmes de volontariat favorisant les choix d'établissements publics et les motivations associés plutôt que l'usage trop fréquent de processus de dérogations.

Beaucoup d'écoles américaines étaient légalement ségréguées par races au milieu du 20^{ème} siècle, période après laquelle d'importants efforts ont été engagés en faveur de la déségrégation des environnements éducatifs. Ces dernières décennies, cependant, des décisions de justice ont transférées le problème d'intégration par l'école loin des problématiques raciales mettant en avant de plus en plus les statuts socio-économiques. Cette nouvelle tendance de l'économie d'intégration traite néanmoins indirectement du problème racial et s'aligne avec la théorie des implications de la ségrégation économique (effets néfastes).

Les collectivités territoriales et les autorités de la résidence sont également acteurs - étant responsables du choix des parents (traitement des dérogations) – écoles réputées, écoles à chartes, bons de résidence - pour promouvoir l'intégration de tous. Dans bon nombre de juridictions, du Massachusetts à l'Illinois en passant par La Caroline du Nord, le Maryland et New York, des plans d'intégration socio-économique ont été adoptés qui donnent, généralement, des résultats positifs auprès des élèves.

Pays-Bas : Manon Persoon

Une approche décentralisée en faveur d'une mixité dans les écoles néerlandaises

En Hollande, il n'existe aucune politique centrale consacrée au sujet des écoles mixtes (genre, ethnicité, culture,...). Les « manœuvres » et politiques pour la mixité à l'école sont de la responsabilité des collectivités locales, et il existe des lois et des réglementations en vigueur qui sont en charge de traiter de ces questions. Entre 2007 et 2010, douze villes se sont portées volontaires pour prendre part à une étude politique qui a pour but de stimuler la mixité sociale à l'école et améliorer l'intégration de tous les élèves. Le système hollandais ne se focalise pas sur la promotion de la mixité sociale à l'école mais, plutôt, sur les éventuels désavantages éducatifs dont certains élèves sont victimes. Généralement, ces désavantages sont traités à l'aide des ressources financières additionnelles apportées aux écoles, des standards de haute qualité pour tous les établissements et

des programmes ciblés issus du groupe Éducation et Protection de la Jeunesse et de l'Éducation pour les établissements les plus défavorisés. Lors de la présentation en séance, l'approche décentralisée, les pilotes et politiques associées aux désavantages éducatifs seront explicités.

Suède : Nihad Bunar

Diversité, ségrégation et choix de l'école en Suède

Le point de départ de cette présentation est d'expliquer la structure particulière du choix d'établissements en Suède. Certaines de ces particularités sont par exemple : - l'idéologie qui prétend que les politiques engendreront plus d'égalité ; - l'existence d'écoles publiques (dirigées par les municipalités) et d'écoles (gratuites) indépendantes (dirigées par le secteur privé ou par des organismes corporatifs) ; - le principe de la zone d'affectation et le droit de choisir entre public et indépendant ; - les principes de liberté des chances et de non-discrimination en ce qui concerne les acceptations des élèves par les écoles indépendantes ; - la compétition entre le public et les écoles indépendantes comme un moteur d'efficacité au niveau économique et pédagogique ; - les bons données à chaque famille en cas de demande d'inscription de leur enfant dans une école géographiquement éloigné et l'interdiction faite aux écoles indépendantes de demander des frais d'inscriptions supplémentaires ; le débat public sur les effets des politiques sur la ségrégation, le profit, les résultats et l'égalité.

Basé sur ces études précédentes, Nihad Bunar argumente que le capital symbolique est un des facteurs clé pour comprendre ce qui constitue le principe de marché scolaire et ce qui caractérise une « bonne » école pour les parents. En conséquence, la question principale exposée dans cette présentation est la suivante : qu'est ce qui génère un capital symbolique spécifique à un établissement et comment cela affecte-il les écoles des quartiers défavorisés, où les minorités ethniques y sont dominantes ? Une des conclusions est que l'organisation de marchés scolaires locaux n'est pas indépendante des choix politiques. Cela reflète de la distribution des pouvoirs et des différentes formes de capitaux (sociale, culturelle, économique) dans un contexte urbain polarisé. Certaines écoles sont gagnantes quand d'autres sont perdantes sur le marché, pas nécessairement à cause de leur offre éducatif, mais plutôt dû à la structure ethnique et économique des communautés desservies. Cependant cet aspect a été masqué efficacement au travers des discours sur la compétitivité et le manque de visibilité des politiques pour être un acteur influent du marché. En effet, les écoles qui sont actives en termes de changements pédagogiques et de « marchéisation » sont celles qui ont des niveaux de capitaux symboliques faibles, et vice versa. Les écoles avec une haute concentration de capital symbolique mettent au contraire en avant leurs côtés traditionalistes. Finalement, la position d'une école sur le marché scolaire ne dépend pas de l'adaptation de la demande mais des élèves (caractéristiques socio-économiques et ethniques) que les écoles acceptent. N'est-ce pas un système qui a tout simplement toujours existé ?

Plénière 3 : Les conditions d'une mixité sociale à l'école, effective et durable

Pays-Bas : Guido Walraven

Des relations parents/école propices à la mixité sociale à l'école

L'histoire de la ségrégation scolaire aux Pays-Bas est longue et marquée par une forte connotation politico-religieuse. La ségrégation socio-ethnique dans l'environnement éducatif n'est cependant apparue que récemment dans l'agenda politique.

Dans un objectif de prévention, le cabinet centre-gauche tenu de février 2007 à février 2010, a permis à certaines villes d'expérimenter et intervenir afin de lutter contre la ségrégation, et faciliter le dialogue et l'intégration. Entre 2008 et 2011, douze villes ont mis en place des projets concernant le premier cycle (élèves de 4 à 12 ans). La plupart de ces interventions visaient les processus de dérogation et d'acceptation par les écoles, les services d'informations et de conseils aux parents ou encore l'accès des parents aux décisions facilitant le dialogue et créant la mixité dans les écoles. L'objectif visé à travers ces expériences de politiques publiques sur l'éducation était une population scolaire représentative de la population du voisinage. Cela implique à priori une amélioration pour les quartiers soumis à la diversité mais aucun changement pour les quartiers homogènes.

Depuis 2011, les sujets de ségrégations et de mixités à l'école ont quelque peu disparu des agendas politiques. Il existe encore quelques villes qui travaillent dans ce sens, mais le focus politique est désormais axé sur la satisfaction des parents pour qu'ils aient accès aux écoles de leurs choix. La déségrégation n'est dans ce cadre que rarement mentionnée.

Danemark : Simon Calmar Andersen

Apprentissage de la langue et mixité ethnique

Le Ministère de l'éducation danois a initié une expérimentation randomisée qui a pour but de soutenir les élèves bilingues, dans un cadre particulier où ils seraient intégrés dans des classes mixtes (avec des élèves natifs danois). Deux groupes soumis aux projets (traitements) et un groupe contrôle ont ensuite été comparés. Un des groupes bénéficiait du lancement d'un programme de langue spécifique. Le second était en revanche soumis à une intervention plus ciblée sur les horaires et les instructions données aux enseignants. Les résultats montrent que les deux interventions sont efficaces – mais seulement pour les natifs danois. Ces résultats posent néanmoins certaines questions notamment comment enseigner une classe mixte d'une manière qui bénéficierait à tous les élèves. Dans une nouvelle expérimentation randomisée, nous avons changé l'intervention pour assurer que les enseignants se concentrent plus sur les étudiants en difficultés d'apprentissages.

Canada : Christian-Charle Bouchard

Stratégies de l'Ontario en matière de formation des enseignants à la diversité

Dans un premier temps, le contexte ontarien sera présenté, avec un aperçu des enjeux propres à un système scolaire francophone minoritaire. Les structures en place et les conditions qui permettent la mise en œuvre de différentes initiatives découlant des politiques ministérielles et des directives administratives des conseils scolaires seront expliquées.

Très concrètement, la mise en pratique de trois politiques ministérielles et d'une directive administrative du CEPEO sera présentée :

- Atteindre l'excellence, une vision renouvelée de l'éducation en Ontario;
- Équité et éducation inclusive dans les écoles de l'Ontario;
- L'admission, l'accueil et l'accompagnement des élèves dans les écoles de langue française de l'Ontario;
- FON01-DA – Administration des écoles – Équité et éducation inclusive.

Par la suite, la formation des étudiants maîtres, les formations offertes aux membres du personnel enseignant des écoles et les initiatives touchant les relations entre l'école, les parents et les collectivités en matière de mixité sociale seront présentées avec exemples et enjeux:

- Comment les cours universitaires, spécifiquement à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa (Canada), préparent les étudiants maîtres pour répondre aux exigences des politiques d'équité et d'inclusion ?
- Quelles sont les occasions de perfectionnement professionnel pour les membres du personnel enseignant en lien avec la mixité sociale ?
- Comment les initiatives des élèves et des membres des communautés scolaires appuient-elles les politiques et directives administratives ?

Suède : Henrik Eriksson

L'expérience réussie de la mixité sociale dans un établissement suédois

En 2010 le Bureau de l'éducation de Nyköping, en Suède, a analysé les résultats académiques dans les dernières années du collège des élèves de la ville. Ce qui a été découvert fut pour le moins désolant. Le niveau pédagogique a été listé parmi les pires des municipalités du pays, avec une organisation éducative couteuse. De plus, il est clairement apparu que la ségrégation sociale faisait partie intégrante de l'environnement éducatif et contribuait à la régression des écoles dans les quartiers défavorisés. Compte tenu du droit légal de choix d'établissement, les parents informés choisissaient d'envoyer leurs enfants dans les « meilleures » écoles. Certaines écoles comptaient jusqu'à 80% d'élèves ayant pour langue natale une autre langue que le Suédois, quand l'école la plus réputée en comptait seulement 2%. L'école en question était également l'établissement référence en termes de résultats scolaires.

En accord avec les politiques territoriaux, les officiels ont décidé de changer cet état de fait. Il a ainsi été envisagé de la fermeture de trois établissements, et de la construction d'un établissement en annexe de la « meilleure » école, en plein centre-ville. L'ensemble de ces deux constructions servirait à un seul et même établissement scolaire pour tous les élèves entre 13 et 16 ans, ne prenant pas en compte leurs caractères ethnique ou culturel. Les critiques furent nombreuses et violentes pour un projet souvent décrit comme irréaliste et impossible à mettre en place.

C'est le récit de la transformation de 4 écoles en un seul et même établissement. Comment l'impossible devint possible ? Comment cela a-t-il été possible ?

L'objectif de cette communication est de présenter les enjeux et les défis posés par la diversification culturelle du public scolaire en Suisse pour la formation des professionnels de l'éducation. Bien que la prise en compte de la diversité fasse partie des priorités politiques de l'éducation (CDIP, 2008; DIP, 2005), force est de constater que sa présence dans les programmes de formation reste très variable selon les cantons et les secteurs de l'enseignement, et qu'elle se retrouve trop souvent comme une unité facultative voire inexistante. Afin de pouvoir familiariser l'audience avec le contexte étudié, une première partie sera consacrée à la description des caractéristiques de la diversité culturelle et sociale en Suisse romande. Dans un deuxième temps, nous montrerons de quelle manière la formation tente de répondre à cette diversification, en donnant à voir plusieurs exemples de curricula à destination des directions d'établissement mais également des enseignants primaire et secondaire, formés à l'Université (Genève) ou en Haute école pédagogique (Vaud). Nous terminerons par une mise en perspective de la problématique à l'échelle de l'établissement scolaire, qui, à l'heure des réformes de la nouvelle gouvernance, pourrait représenter une piste intéressante de prise en compte de la diversité des publics scolaires.

CDIP. (2008). Lignes directrices de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique Berne: CDIP.

DIP. (2005). 13 priorités pour l'instruction publique genevoise. Genève: DIP.

BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS

Amghar Aïcha

Proviseure du Lycée du Bourget

2014- : proviseure du lycée neuf du Bourget en contrat d'expérimentation avec le rectorat. Double structure comprenant un LGT avec des Secondes dans l'attente de la montée pédagogique et le Microlycée 93 scolarisant des élèves décrocheurs de 16 à 25 ans. L'équipe d'enseignants est mixte et enseigne dans les deux structures. Le projet d'établissement s'inscrit dans cette démarche de dialogue entre les deux structures en termes de pratiques pédagogiques (prévenir le décrochage d'une part et "raccrocher" des décrocheurs)

2008-2014 : proviseure du Lycée Auguste Blanqui à Saint-Ouen, ville en pleine transformation sociologique et un fort enjeu de mixité sociale tout comme le lycée classé en zone sensible en partenariat avec Sciences po à la fois via la CEP et les classes de secondes expérimentales (art.34). Mixité des publics et transversalité ont été au cœur du projet pédagogique : redonner l'estime de soi à des élèves de filière professionnelle tertiaire en développant les partenariats de proximité avec les entreprises, les cordées de la réussite, en ouvrant une FCIL ; travailler les passerelles entre voie technologique et professionnelle.

2005-2008 : proviseure adjointe de la cité scolaire de Voillaume à Aulnay sous-bois (2000 élèves dont 500 étudiants DCG et BTS) : LP industriel, LGT tertiaire et industriel (L, ES, S, STI, ST2S, STL) et STS. Mixités des publics et des problématiques, rôle d'intégration dans le cadre du projet d'établissement et dans la création d'un CVL mixte

1986-2005 : professeure d'histoire géographie en Picardie puis en région parisienne

Andersson Eva

Professeure associée, université de Stockholm



Eva Andersson est Professeure Associée et maître de conférence au département de Géographie Humaine à l'Université de Stockholm, Suède. Eva Andersson a obtenu sa thèse de philosophie en Géographie Humaine à l'Université d'Uppsala en 2001. Elle a ensuite travaillé pour l'Institut sur le logement et les villes à l'Université d'Uppsala sur des projets concernant la ségrégation résidentielle, les effets de voisinage, la ségrégation résidentielle et scolaire. Son principal axe de recherche est l'étude des enfants/adolescents issus de contextes géographiques différents. A la suite de son doctorat, elle a aussi passé un an à l'école de santé publique d'Harvard avant de travailler pour l'Institut pour les recherches futures à Stockholm. En 2011 elle a finalement débuté au poste qu'elle occupe toujours à ce jour. Au sein du groupe de recherche du département de géographie humaine de l'Université de Stockholm, elle a fait notamment partie du projet de recherche 'The Changing Geography of the Swedish School System: Mobility Patterns, Attitudes, and Performance in a Multi-Ethnic Society'. Eva est désormais impliquée dans un nouveau projet de recherche nommé 'Education attitudes, parental preferences, and school performance in a changing educational landscape'.

Azema Ariane

Inspectrice Générale de l'Administration de l'Éducation Nationale et de la Recherche



Récemment nommée Inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR), elle a occupé précédemment les postes de directrice générale adjointe en charge des lycées des services du Conseil régional d'Ile de France ainsi que de conseillère en charge de la planification à la DATAR (ex Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). Elle est également normalienne et agrégée.

Bauer Stéphanie

Doctorante en sciences de l'éducation, Université de Genève



Stéphanie Bauer termine actuellement une thèse en Sciences de l'éducation à l'Université de Genève qui compare le travail des chefs d'établissement en contexte multiculturel à Genève (Suisse) et Montréal (Québec). Sa thèse met notamment en perspective les politiques éducatives de gestion de la diversité culturelle et leurs conséquences sur la réalité des établissements scolaires. Elle est également chargée d'enseignement à la Haute Ecole Pédagogique du Canton de Vaud, à Lausanne, où elle intervient dans les formations des enseignants primaires et secondaires ainsi que dans la formation des chefs d'établissements de la Suisse Romande. Elle est fondatrice du groupe de recherche LEAD Leadership Environnement d'Apprentissage et Direction d'établissement de formation.

Ben Ayed Choukri

Sociologue, Professeur à l'université de Limoges, chercheur au GRESCO (Groupe de Recherches et d'Études Sociologiques du Centre Ouest)



Ses objets de recherche portent sur le rapport à l'école des familles populaires, les politiques éducatives, la carte scolaire, les inégalités scolaires, les disparités territoriales d'éducation, les ségrégations scolaires, la mixité sociale à l'école, les relations entre éducation et territoire.

Ouvrages et principales publications : La mixité sociale à l'école. Tensions, enjeux, perspectives, Armand Colin 2015 ; « École : les pièges de la concurrence. Comprendre le déclin de l'école française », Paris, La découverte, 2010 (avec S. Broccolichi et D. Trancart) ; « L'école démocratique. Vers un renoncement politique ? », Paris, Armand Colin, 2010 ; « Le nouvel ordre éducatif local. Mixité, disparités, luttes locales », Paris, Presses Universitaires de France, 2009 ; « La mixité sociale à l'école : une non-politique publique », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n° 180, Le Seuil, décembre 2009 ; « Carte scolaire et marché scolaire », Nantes, Du temps, 2009.

Berruer Claude

Adjoint au secrétaire général de l'enseignement catholique



Claude BERRUER, né en 1956, a été enseignant en Lettres modernes, puis chef d'établissement dans un ensemble scolaire. Il a été nommé Directeur Diocésain pour le diocèse de Bourges (Cher et Indre) en 1991, puis a été sollicité en 2000 pour devenir Directeur interdiocésain de l'Enseignement catholique pour les diocèses de Bourges et d'Orléans, dont il a mutualisé les services et favorisé les synergies. Il est nommé en 2006 Adjoint au Secrétaire Général de l'Enseignement Catholique français, sa mission touchant essentiellement aux questions éducatives et pédagogiques.

Bouchard Christian-Charle

Surintendant de l'éducation, Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario



Christian-Charle Bouchard détient un brevet d'agent de supervision du Ministère de l'Éducation, une maîtrise en éducation, concentration administration éducationnelle ainsi qu'un baccalauréat en éducation et un second en arts avec spécialisation en littérature anglaise de l'Université d'Ottawa (Canada). M. Bouchard a joué un rôle clé au sein de plusieurs comités systémiques et ministériels. Entre autres, il contribue de façon active au comité responsable de la redéfinition du plan stratégique du conseil scolaire. De plus, il siège au Groupe ministériel de référence des directions d'école (GMRD). À titre de membre de cette équipe, M. Bouchard offre de la rétroaction à la ministre de l'Éducation de la province de l'Ontario par rapport aux nouvelles politiques du Ministère. M. Bouchard est également professeur, chargé de cours, à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa. Cette session, il a donné le cours d'enseignement en milieu minoritaire pluriethnique aux étudiants de premier cycle du baccalauréat en éducation. Nouvellement nommé surintendant de l'éducation pour le conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario, M. Bouchard exerce un rôle de leadership au niveau du système. En plus des fonctions de supervision et d'accompagnement pédagogique et administratif auprès des directions d'écoles, la surintendance de l'éducation a également la responsabilité de dossiers prioritaires en lien avec le ministère de l'Éducation.

Boularan Zoé

Doctorante en géographie, université Paris Diderot Paris 7



Zoé Boularan est doctorante en géographie à l'Université Paris-Diderot et au laboratoire Géographie-cités, sous la direction de Lena Sanders et Jean-Christophe François. L'objectif de sa thèse est de modéliser les processus de (re)production des inégalités scolaires en comparant les régions de Paris et de Stockholm. Une attention particulière est portée aux écarts entre profils sociaux de l'espace scolaire (défini par l'ensemble des établissements scolaires et des élèves de chacune de ces deux métropoles) et de l'espace résidentiel (défini par la population résidentielle). Sont analysées les caractéristiques de l'offre de scolarisation, la mobilité des élèves, ainsi que la réussite au brevet/slutbetyg. La démarche comparative mise en œuvre dans cette recherche interroge notamment la construction d'indicateurs statistiques transférables d'une métropole à l'autre ainsi que les découpages spatiaux associés aux données statistiques produites dans un pays et dans l'autre.

Bunar Nihad

Professeur des études sur les enfants et les jeunes, université de Stockholm



Nihad Bunar est Professeur au Département de la jeunesse et de l'enseignement à l'Université de Stockholm, Suède. Son sujet principal de recherche est à cheval sur les thématiques de migration internationale et de sciences de l'éducation. Il a réalisé ses recherches et publié largement en Suède et à l'international sur l'éducation en milieu urbain, les politiques éducatives, les choix d'établissements et plus récemment sur les conditions d'apprentissages et l'intégration des élèves nouvellement arrivés (issus de l'immigration). Nihad Bunar a mené divers projets de recherches : L'intégration d'élèves au sein de classes établies et amélioration de l'enseignement ; Ecole, ségrégation et intégration ; Ecole de centre-ville multiculturelle et liberté politique de choix d'établissement ; Liberté de choix, ségrégation et intégration dans les villes de Stockholm et Göteborg ; Compétition, capital symbolique et positionnement des parents comme moteur des décisions des proviseurs et de l'organisation sociale d'un marché scolaire local ; Nouveaux élèves issus de l'immigration et leurs conditions d'apprentissages. Il a également travaillé en tant qu'expert et conseiller pour l'OCDE (rapport PISA ; marché scolaire), pour British Council (MIPEX Education Strand), pour le Groupe sur les Politiques Migratoires, pour le CEPOL (Collège Européen de Police), pour l'OSSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), le Ministère de l'Education de Croatie et pour la Commission Européenne 'NESET et NESET II – Réseau d'experts sur la société, l'éducation et la formation).

Butzbach Etienne

Coordinateur de la conférence nationale de l'éducation, Ligue de l'enseignement et CAP



Docteur en médecine, DEA de science politique à l'IEP de Paris, maître de conférences associé à l'Institut d'études européennes, coordinateur de la conférence nationale de l'éducation (Ligue de l'Enseignement – Collectif des associations partenaires de l'Ecole publique). Elu local ayant exercé pendant 31 ans des responsabilités diverses notamment dans les champs de l'urbanisme, des politiques de la ville, de l'aménagement du territoire et de l'éducation. Ancien maire de Belfort, président de communauté d'agglomération et vice-président de région. Spécialiste de politiques publiques locales. Intervenant dans le domaine des migrations, de la coopération décentralisée et du co-développement. Actuellement engagé aux côtés des associations d'éducation populaire dans le suivi de la mise en œuvre de la politique de refondation de l'école.

Calmar Andersen Simon

Professeur d'économie, université d'Aarhus, Danemark



Simon Calmar Andersen est Chercheur et Professeur au sein du département des Sciences Politiques à l'Université d'Aarhus, Danemark. Ses recherches examinent les effets des différentes politiques éducatives sur les résultats académiques des élèves. M. Calmar Andersen est à la source de plusieurs expérimentations de grandes ampleurs sur l'éducation. Il est membre du centre de Trygfonden pour la Recherche sur l'enfant, membre du comité de direction de l'institut d'évaluations Danoises (EVA) - qui évalue le système éducatif Danois - et également membre du bureau de recherche pour le Centre National Danois de Recherches Sociales (SFI), tout comme du Laboratoire Public à l'Université d'Hong Kong. Il a été nommé président du Conseil National pour l'évaluation et la qualité de l'école publique (Le

Conseil de l'école) qui a notamment conseillé le Ministère Danois pour la jeunesse et l'éducation de 2009 à 2013. Suite à l'obtention de son doctorat, M. Calmar Andersen a aussi fait partie de la municipalité d'Aarhus en tant que chargé de mission. Ses travaux sont notamment publiés dans Journal of Public Administration Research and Theory, Journal of Policy Analysis and Management ou encore Public Administration Review.

Calmejane-Gauzins Céline

Coordinatrice à la Délégation Education et Société, Réseau Canopé



Après un début de carrière comme professeur de lettres modernes en lycée général et technologique dans l'académie de Clermont Ferrand, Céline Calmejane-Gauzins a enseigné le français comme langue étrangère auprès d'élèves nouvellement arrivés en France, dans un collège en zone d'éducation prioritaire à Toulouse. Devenue formatrice au Centre Académique pour la Scolarisation des élèves Nouvellement Arrivés et des enfants du Voyage de Toulouse et Psychologue clinicienne interculturelle, elle a rejoint en 2013 la Délégation Education & Société de Canopé dont la mission principale est d'accompagner les acteurs de la communauté éducative par la production de ressources relatives à tous les enjeux éducatifs transversaux. Elle a coordonné les contenus du dossier transmedia « La mixité sociale à l'école » produit par le réseau Canopé.

Cartron Françoise

Sénatrice de la Gironde, Vice-Présidente du Sénat



Elle obtient son premier poste d'enseignante à Bordeaux Bastide à l'école maternelle Nuyens en 1968 et choisit d'enseigner en Zone Education Prioritaire à partir de 1973. En 1983, elle enseigne à Rosa Bonheur à Lormont, école dont elle sera directrice. Maire de la commune d'Artigues-près-Bordeaux de 1995 à 2012 et Vice-Présidente du Conseil Régional d'Aquitaine chargée de la jeunesse, de l'éducation et des lycées de 1998 à 2004, Françoise Cartron est membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du Sénat depuis 2008. Son travail parlementaire est notamment marqué par sa désignation comme Rapporteuse du projet de loi d'orientation et de programmation pour la Refondation de l'école de la République en 2013, par son rapport d'information en 2012 « Réguler la carte scolaire : pour une politique ambitieuse de mixité sociale » et sa proposition de loi visant à instaurer la scolarité obligatoire à 3 ans en 2011.

Champollion Pierre

IA – HDR, Université Joseph Fourier – ESPE Grenoble, Chercheur titulaire ECP, Education, Cultures, Politiques, Chercheur associé ESO – Caen, Espaces et Sociétés – Caen



Inspecteur d'académie, ancien directeur-adjoint de l'IUFM de Grenoble (1995-2000) et expert près la Commission européenne (2002-2004), chercheur au laboratoire Education, Cultures, Politiques (université Lyon2 - université Jean Monnet - ENS LSH), Pierre Champollion enseigne aujourd'hui les sciences de l'éducation à l'université Joseph Fourier de Grenoble (ESPE). Docteur d'université (2005), habilité à diriger des recherches (2011), il centre ses recherches conduites au sein des sciences de l'éducation sur les effets des contextes territoriaux - ruraux et montagnards notamment, mais pas uniquement - sur l'éducation, plus précisément sur les inégalités d'éducation et d'orientation d'origine territoriale.

Plusieurs des doctorants qu'il encadre travaillent aussi ces questions. Ses recherches portent également sur les politiques publiques d'éducation territorialisées. Auteur de très nombreuses publications sur la problématique « éducation, territoire et territorialité », il préside depuis 2009 l'équipe de recherche pluridisciplinaire - sciences de l'éducation, sociologie et géographie - de l'Observatoire éducation et territoires (<http://observatoire-education-territoires.com>), ancien Observatoire de l'école rurale. Il participe à plusieurs projets de recherche, tant nationaux qu'internationaux, relatifs à l'école rurale et montagnarde et, plus largement, à la territorialisation de l'éducation.

Chevrinais Dominique

Vice-doyenne des Inspecteurs de l'Éducation nationale 2nd degré



Dominique CHEVRINAIS est inspectrice de l'Éducation nationale en Économie-gestion depuis 2008 après une carrière de professeur en lycée professionnel de plus de 15 ans. A partir de 2010, elle contribue, en tant qu'inspectrice référente formation, à la construction et la mise œuvre de la formation des enseignants stagiaires de LP. Lors de la création des Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (ESPE) en 2013, elle participe à la commission d'expertise d'élaboration des maquettes de Master Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation (MEEF) dans son académie. Elle co-pilote actuellement un groupe de pilotage académique relatif à la formation initiale des enseignants du second degré qui vise à permettre un travail conjoint et cohérent entre l'Espé et l'académie. Elle est également membre du Conseil d'école de l'Espé de Versailles. Dominique CHEVRINAIS est titulaire d'un Master Management des Organisations Scolaires (mémoire de recherche en sociologie de l'action publique portant sur l'analyse des effets de l'Accompagnement personnalisé dans les pratiques enseignantes de LP).

Clément Martin

Chargé de la mission études, Défenseur des Droits



Economiste de formation (Université Paris I - Panthéon Sorbonne), diplômé de l'Institut Français d'Urbanisme (Université Paris VIII), Martin CLEMENT s'est d'abord spécialisé en sociologie urbaine s'intéressant à la distribution des groupes sociaux et des différentes minorités au sein des espaces urbains (accès au logement social des populations immigrées et de leurs descendants, notamment) avant d'étudier plus généralement les phénomènes de discriminations liées à l'origine (en France et à l'international). Consultant et chargé d'études sur les questions d'intégration, de discrimination et d'insertion au sein d'un bureau d'études lyonnais, il a également participé à des travaux de recherche comparatifs à l'Institut national d'études démographiques (INED), au sein de l'unité Migrations internationales et minorités, notamment sur la question de la mesure des discriminations. En charge de l'animation de la mission études et recherches à la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE), il poursuit désormais cette fonction (définition, suivi et valorisation des travaux d'études et de recherche) au sein du Défenseur des droits (<http://www.defenseurdesdroits.fr/>). En partenariat avec la DEPP et le CGET, il a récemment participé à l'élaboration et au suivi de l'appel à projets de recherche « L'égalité des chances à l'école », dont les travaux seront rendus publics courant 2015.

Cordebard Alexandra

Adjointe à la Mairie de Paris, Chargée des affaires scolaires



Fonction électives à la Ville de Paris : Adjointe à la Maire de Paris, chargée des Affaires scolaires, de la Réussite éducative et des rythmes éducatifs.

Fonctions électives de son arrondissement : Déléguée à la lutte contre l'exclusion, à la mémoire et au monde combattant.

Couturat Pierre-Louis

Inspecteur de l'Education Nationale, Circonscription de Nîmes 3



Inspecteur de l'Education nationale chargé de circonscription du premier degré en charge des écoles en zone prioritaire du secteur sud de la ville de Nîmes. Pilote du réseau "REP +" des écoles du quartier Mas de Mingue (secteur de collège J. Vallès). En liaison étroite avec les universitaires et la ville de Nîmes, je participe à la recherche et j'accompagne le projet de reconstruction de l'école Albert Camus depuis le début du travail. L'espace architectural est considéré comme générateur de réussite scolaire et à ce titre, l'idée est de profiter de cette reconstruction pour créer une dynamique sociale au niveau du quartier. Je participe aux différentes étapes de la réflexion à différents niveaux et ce, selon les interlocuteurs en tant que : formateur / intervenant au niveau de l'équipe pédagogique de l'école, partenaire avec la mairie de Nîmes pour l'avancée des différentes phases du projet, participant au groupe d'échanges basé sur le concept "d'empowerment", facilitateur et interlocuteur hiérarchique au niveau de l'école, de la direction académique du département du Gard, interlocuteur privilégié pour les chercheurs en charge de la recherche.

Delahaye Jean-Paul

Inspecteur Général de l'Education Nationale (IGEN), MENESR



Avant de devenir Inspecteur Général de l'Education Nationale, Jean-Paul Delahaye a été à la DGESCO (Directeur général de l'enseignement scolaire) de novembre 2012 à sa démission en 2014. Il était auparavant conseiller spécial de Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale depuis mai 2012. Inspecteur général de l'éducation nationale depuis mars 2001, il est diplômé d'un doctorat en sciences de l'éducation. Il a débuté sa carrière comme professeur d'histoire-géographie au collège pendant 9 ans. Il est devenu inspecteur départemental de l'Éducation nationale en 1982. A ce poste, il a été chargé de mission auprès du recteur d'Amiens pour le premier degré et l'illettrisme. Un dossier sur lequel il s'est largement investi puisqu'il a contribué à l'élaboration du premier plan régional de lutte contre l'illettrisme et en tant qu'inspecteur d'académie a été chargé de mission auprès du groupe permanent de l'illettrisme. Directeur de l'école normale des Ardennes de 1986 à 1990, il a participé à la mise en place de l'IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres). De 1991 à 2001, Jean-Paul Delahaye a été inspecteur d'académie et directeur des services départementaux de l'éducation dans plusieurs départements, dont la Seine-Saint-Denis. Parallèlement à sa fonction d'inspecteur général de l'Éducation nationale, il a été chargé de mission au cabinet du ministre de l'Éducation nationale Jack Lang de mars 2001 à avril 2002, pour les questions de violences, les ZEP, la lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté.

Delgiudice Ornella

Directrice de la Jeunesse à la ville de Reims et Vice-Présidente de l'ANDEV

Directrice de la jeunesse de la ville de Reims depuis novembre 2011 après 12 années à la Direction de l'Education. Membre de l'ANDEV depuis 1998 ; Vice-présidente de l'ANDEV et coordinatrice du réseau régional Nord Est de l'association.

Deligné François

Maire de Guyancourt, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines



Instituteur et directeur d'école depuis 1977, il devient professeur des écoles spécialisé (maître E) dans un réseau d'aide aux enfants en difficulté. Elu en 1989 Conseiller municipal de Guyancourt, il devient Maire de la commune en 2002 et est réélu en 2008, puis en 2014. Conseiller Général des Yvelines de 2008 à 2015, il est Vice-président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines depuis 1996, il a eu en charge les questions liées à la circulation, au développement économique et, depuis 2014, à l'Enseignement Supérieur et de la vie étudiante.

Demeuse Marc

Professeur en sciences de l'éducation et vice-recteur à l'enseignement, Université de Mons



Psychologue et statisticien, Marc Demeuse est professeur à l'Université de Mons (Belgique), en Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. Il y dirige l'Institut d'administration scolaire et est impliqué dans plusieurs projets et réseaux de chercheurs au niveau européen. Il a participé, comme expert, à la production des premiers indicateurs européens de la qualité de l'éducation scolaire (2000) et a piloté la réalisation d'un ensemble d'indicateurs d'équité des systèmes éducatifs en Europe. Il consacre une partie de ses recherches aux politiques ciblées (ZEP, discriminations positives ...), notamment dans une perspective comparative. Il participe, comme expert, à différentes commissions et organes de pilotage du système éducatif belge francophone (Commission de pilotage, Institut de formation en cours de carrière des enseignants) ou étranger. Il préside le conseil d'école de l'ESPE de Lorraine et enseigne à l'Université de Bourgogne.

Dogo Eric

Proviseur adjoint, Lycée professionnel Charles Baudelaire, Evry



Maitre Auxiliaire, puis PLP Economie-Gestion de 1991 à 2009. Depuis 2009, Proviseur Adjoint en Lycée des Métiers. De 2004 à 2011, Président de l'AFIP (Association pour Favoriser l'Intégration Professionnelle) des cadres issus des « minorités visibles ».

Eriksson Henrik

Chef d'établissement, école Nyköping, Suède



Henrik Eriksson est un ancien enseignant, formateur et chargé d'étude, diplômé de Högskolan Dalarna et de l'Université d'Uppsala, la plus ancienne université de Scandinavie. En tant que collaborateur pour l'association de l'école publique en Suède, Henrik se concentrait sur l'apprentissage entrepreneurial, le développement pédagogique, les énergies émergentes et la santé. Depuis 2006, il est Proviseur d'écoles, privées et publiques, au niveau du primaire mais aussi du collège. Henrik est aujourd'hui Proviseur de l'école publique de la ville de Nyköping, situé à 100 kilomètres à l'ouest de Stockholm, où il mène des actions qui visent dans le long terme à faire tomber les barrières que la société a mises en place empêchant une intégration active. Il a pour objectif de créer un environnement éducatif accueillant tous les élèves, où la diversité culturelle ne serait pas vue comme un problème mais plutôt comme une source de richesse et de force. Le projet attire de plus en plus l'attention ces dernières années et a été nommé comme le plus proactif et excitant projet pour l'école en Suède au jour d'aujourd'hui.

Felouzis Georges

Professeur de sociologie des politiques éducatives, Université de Genève



Georges Felouzis est professeur à l'université de Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. Il dirige le GGAPE (Groupe Genevois d'Analyse des Politiques Éducatives) et le programme doctoral en Sciences de l'Éducation (EDSE). Il est titulaire, pour l'année 2015 de la Chaire Francqui à l'université de Mons. Ses travaux portent sur la sociologie de l'école, les inégalités scolaires et les politiques éducatives. Il a publié récemment Les enquêtes Pisa, Puf, 2012 (avec Samuel Charmillot), Les marchés scolaires, Puf, 2013 (avec Agnès van Zanten et Christian Marois), Les inégalités scolaires, Puf, 2014 et a édité, avec Gaële Goastellec, Les inégalités scolaires en Suisse, Peter Lang, 2015.

Fouquet-Chauprade Barbara

Sociologue, Maître-Assistante, Groupe Genevois d'Analyse des Politiques éducatives (Suisse)



Barbara Fouquet-Chauprade est sociologue, maître-assistante à l'université de Genève dans la section des sciences de l'éducation. Elle a soutenu une thèse de sociologie en 2011 à Bordeaux « Voir le monde en couleurs. Sociologie de l'ethnicité et de la construction de soi dans les collèges ségrégués ». Depuis 2008, elle est intégrée à l'équipe du Ggape et travaille sur l'évaluation des politiques d'éducation et sur la ségrégation ethnique à l'école et ses conséquences sur les inégalités scolaires. Ses recherches et publications abordent également les questions des compétences non-académiques, des politiques d'éducation prioritaire, du bien-être scolaire, et de l'accueil et la scolarisation des élèves primo-arrivants non francophones.

Franc Emmanuel

Enseignant Référent à l'Action Européenne et Internationale, Lycée Léonard de Vinci, Soissons



Enseignant certifié en électrotechnique, Emmanuel France enseigne au lycée Léonard de Vinci de Soissons en bac. pro. Electrotechnique depuis 2004. Il a progressivement diversifié mes activités dans l'établissement en intervenant depuis 2011 au sein d'un enseignement d'exploration en 2nde générale unique en France, "Sciences et environnement", et en devenant formateur dans différents domaines de la prévention (risques liés à l'activité physique, secourisme au travail, risques électriques). Mais l'activité la plus enrichissante pour lui aujourd'hui est sa fonction d'Enseignant Référent à l'Action Européenne et Internationale. Depuis 2009, dans un premier temps seul, puis en embarquant progressivement différents collègues dans l'aventure, il met en œuvre et coordonne de nombreux projets européens (partenariats avec des établissements étrangers, stages professionnels à l'étranger,...) ce qui lui a permis, en 2013, de devenir chargé de mission à la Délégation Académique aux Relations Européennes et Internationales, et à la Coopération, avec pour missions, la construction de candidatures Erasmus+ et la coordination partagée de projets académiques. Tous ces projets apportent une réelle plus-value à la scolarité des élèves, tout en favorisant la mixité puisque ils s'efforcent d'y mélanger, élèves de sections professionnelles et élèves de sections générales et technologiques, collégiens, lycéens et étudiants, le tout sans aucune distinction sociale, sexuelle ou de tout autre type. Mais pour que ceci soit possible, pour permettre rencontres, échanges et travail collaboratif, il leur faut trouver un temps commun pour les réunir. Le temps périscolaire en est un, ils l'utilisent très régulièrement, ce qui favorise le volontariat, l'ambition, la motivation et donc la réussite de chacun.

François Jean-Christophe

Géographe et chercheur, UMR Géographie-cités, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université Paris 7 Denis Diderot



Maître de Conférences à l'Université Paris 7 Denis Diderot, membre du laboratoire Géographie-cités (CNRS UMR8504), Jean-Christophe François travaille sur la division sociale des espaces métropolitains en lien avec les inégalités sociales et spatiales. Il participe à différents projets de recherche pluridisciplinaires (économie, géographie, sociologie, informatique) visant à expliquer l'émergence des inégalités. D'un point de vue thématique, il s'attache à analyser les processus ségrégatifs de l'espace résidentiel et de l'espace scolaire ; en particulier les liens entre division sociale de l'espace et pratiques de placement scolaire des familles, les effets du tracé de la carte scolaire, ou encore les inégalités de réussite entre collèges. D'un point de vue méthodologique, il se focalise sur l'analyse multiscalaire des interactions sociales et spatiales, l'analyse multi-niveaux et la modélisation agent. D'un point de vue théorique enfin, il travaille la notion de discontinuité spatiale.

Fraysse Serge

Direction de la ville et de la cohésion urbaine, Chef du bureau Education et enseignement supérieur, commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)



Serge Fraysse a commencé sa carrière au sein de l'Education nationale et a également une expérience d'élus local. Spécialisé dans les questions de prévention et d'éducation, il travaille plus spécifiquement sur les questions liées à la politique de la ville et les problématiques de réussite éducative au sein du commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Friant Nathanaël

Premier assistant, Institut d'Administration Scolaire, Université de Mons



Premier Assistant à l'Institut d'Administration Scolaire (UMONS) depuis 2006, Nathanaël Friant est titulaire d'un doctorat en Sciences Psychologiques et de l'Éducation. Ses travaux de recherche portent sur ce qui touche au caractère juste et équitable des systèmes éducatifs : au niveau des politiques éducatives en Belgique francophone et dans différents pays européens ; mais aussi au niveau du sentiment des usagers d'être traités avec justice. En tant qu'assistant du Prof. Marc Demeuse, il intervient dans des cours et travaux pratiques au premier cycle (Élaboration des Questionnaires d'Enquêtes, Principes de Politique et Organisation Scolaire) ainsi que dans le suivi de mémoires en Psychologie et Sciences de l'Éducation. Il assure également, en tant que suppléant, un cours au niveau de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur (Questions de sociologie dans l'enseignement obligatoire) et un cours au niveau du CAPAES (Questions de sociologie dans l'enseignement supérieur).

Fromentelle Sylvie

Représentante, Fédération des Conseils de Parents d'élèves (FCPE)



Secrétaire générale de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des Ecoles Publiques. Militante à la FCPE du Val d'Oise. Travaille à la Bibliothèque Publique d'Information.

Frouillou Leïla

Doctorante UMR Géographie-cités, ATER Université Paris 1 Panthéon Sorbonne



Doctorante en géographie sous la direction de S. Fol, elle travaille sur les processus de ségrégation universitaire en Île-de-France, autrement dit sur la différenciation des publics étudiants selon les universités. Les politiques de régulation des affectations dans l'enseignement secondaire, et leurs effets en termes de mixité, constituent des éléments essentiels pour comprendre le fonctionnement du système RAVEL (Recensement Automatisé des Voeux des Elèves) puis, à partir de 2009, d'Admission Post Bac. Ces systèmes d'affectation des étudiants lors de leur première année dans le supérieur interrogent en effet la "liberté de choix" après l'obtention du baccalauréat.

Georges Didier

Proviseur du Lycée Le Corbusier, Aubervilliers



Aujourd'hui Proviseur du LGT LE CORBUSIER d'Aubervilliers, Didier GEORGES a occupé successivement les fonctions de Principal adjoint, Proviseur adjoint de lycée professionnel et Principal d'un collège RAR / ECLAIR. Son parcours, exclusivement en éducation prioritaire et en zone urbaine ségréguée lui confère une expertise de terrain sur les questions de mixité sociale et de formation des personnels exerçant dans ces contextes. Il a travaillé aux côtés du conseil général de Seine Saint Denis pour la refonte de la carte scolaire dans les circonscriptions de la ville de Saint Denis. Le lycée Le Corbusier à Aubervilliers a été classé comme un des meilleurs lycées de France dans le dernier classement IVAL.

Ginestié Jacques

Professeur des universités, Directeur de l'unité de recherche EA4671 ADEF et de la fédération de recherche FED4238 SFERE-Provence



Jacques Ginestié est Professeur des Universités à l'Université d'Aix-Marseille. Il est directeur de l'ÉSPÉ d'Aix-Marseille, directeur de l'unité de recherche EA 4671 ADEF et de la fédération de recherche FED 4238 SFERE-Provence. Il est également titulaire de la chaire Unesco « Éducation Scientifique et Technologique et Formation des enseignants », responsable du programme de recherche STETTIN (Sciences & Technology Education Teacher Training International Network) et expert auprès de grands organismes internationaux (Unesco, Union Européenne, Banque Mondiale...). Ses recherches portent, d'une part, sur la compréhension des processus d'enseignement-apprentissage en éducation scientifique, technologique et professionnelle et il s'intéresse tout particulièrement à la question de leur efficacité du point de vue des acquisitions des élèves et, d'autre part, sur la mise en œuvre des politiques éducatives avec une importante expérience dans les domaines de l'éducation pour tous et de l'éducation et la formation technologique et professionnelle. Auteur de nombreuses publications dans le domaine, il est porteur de grands projets de recherche internationaux (PCRDT et Erasmus Mundus avec l'Union Européenne, par exemple). Il est président du Réseau National des ÉSPÉ, membre du Comité National de suivi de la formation des enseignants, membre de conseils d'administration et de conseils scientifique de plusieurs institutions universitaires françaises et internationales. Il est membre de plusieurs comités éditoriaux de revues scientifiques (International Journal of Technology and Design Education, International Journal of Human and Social Science, International Journal of Education Studies...).

Grard Marie-Aleth

Vice-Présidente, ATD Quart-Monde



Photographe de profession, Marie-Aleth Grard est vice-présidente d'ATD Quart Monde. Elle représente le Mouvement ATD Quart Monde au Conseil économique, social et environnemental et au Conseil Supérieur des Programmes. Elle siège à la section éducation du CESE où elle mène actuellement u travail sur "Une école de la réussite pour tous" en lien avec le rapport de Jean-Paul Delahaye "grande pauvreté réussite scolaire" les deux rapports seront remis le 12 mai au CESE.

Guimond Serge

Directeur du Laboratoire de Psychologie Sociale et Cognitive (CNRS UMR 6024), et professeur à l'Université Clermont Auvergne, Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand



Serge Guimond est l'auteur d'une centaine d'articles scientifiques dans le domaine de la psychologie sociale de la cognition et des relations entre groupes. Il s'intéresse depuis plusieurs années à la façon dont le système scolaire permet de changer les cognitions sociales, et d'influencer les attitudes, les croyances ou les idéologies des individus. Québécois d'origine, et maintenant complètement intégré à la vie française, Serge Guimond dirige actuellement un projet de recherche financé par l'ANR qui vise à comparer les attitudes de la population du Québec et celles de la population française face à diverses politiques d'intégration et notamment face au principe politique de laïcité. En 2010, il a publié un ouvrage intitulé *Psychologie sociale : perspective multiculturelle*.

Guyon Régis

Rédacteur en chef de la revue Diversité, Canopé-CNDP



Régis GUYON, après des études d'histoire, a rejoint l'enseignement secondaire en 1998 pour exercer, comme professeur d'histoire-géographie, dans des établissements de Zones d'éducation prioritaire. Très vite confronté à la question de l'intégration des élèves migrants, et en particulier aux élèves roms du Kosovo, il a rejoint en 2007 le Centre Académique pour la Scolarisation des Élèves Nouvellement Arrivés en France et des enfants du Voyage (CASNAV) de l'Académie de Reims où il est chargé plus particulièrement du dossier « Scolarisation des enfants roms, tsiganes et voyageurs ». Auteur de nombreuses publications sur le sujet, il a rejoint en 2012 le Réseau Canopé où il dirige la Délégation Éducation & Société et la revue Diversité.

Janmaat Jan Germ

Professeur associé de sciences sociales comparatives, Institute of Education, Université de Londres



Jan Germen Janmaat est Professeur associé de sciences sociales comparatives au Centre on Learning and Life Chances in Knowledge Economics and Societies (LLAKES), à l'Institut de l'éducation, Londres (UK). Il enseigne à des étudiants de Master sur les comparaisons éducatives et a publié de nombreux articles sur les relations entre éducation, valeurs civiques et cohésion sociale dans des revues scientifiques reconnues telles que *European Sociological Review*, *Social Science Research and Ethnic and Racial Studies*. En 2011, il a publié *Regimes of Social Cohesion : Societies and the Crisis of Globalization* (co-écrit avec Andy Green). En 2012-2013, il a coordonné la collaboration entre savants Britanniques (associée avec l'ESRC financé par le LLAKES) et savants Français dans l'ANR. Le résultat fut la publication d'un ouvrage intitulé *The Dynamics and Social Outcomes of Education*.

Kahlenberg Richard

Senior Fellow, The Century Foundation



Richard D. Kahlenberg, Senior Fellow de la fondation The Century à Washington, D.C, est surnommé dans les milieux de l'éducation primaire et secondaire le « père intellectuel de l'économie d'intégration », et « sans doute le partisan national des actions à l'origine des classes d'admissions dans l'enseignement supérieur ». Il est l'auteur de six livres, incluant: *A Smarter Charter: Finding What Works for Charter Schools and Public Education* (avec Halley Potter) (Teachers College Press, 2014); *Tough Liberal: Albert Shanker and the Battles Over Schools, Unions, Race and Democracy* (Columbia University Press, 2007); and *All Together Now: Creating Middle Class Schools through Public School Choice* (Brookings Institution Press, 2001). De plus, Richard Kahlenberg est éditeur de dix livres au sein de la Fondation Century: *The Future of School Integration: Socioeconomic Diversity as an Education Reform Strategy* (2012); et *Public School Choice vs. Private School Vouchers* (2003). Des articles dont il est l'auteur ont été publiés dans *The New York Times*, *The Washington Post*, *The Wall Street Journal*, *The New Republic*,... Il est également apparu sur ABC, CBS, CNN, FOX, C-SPAN, MSNBC, et NPR. Précédemment, Richard Kahlenberg était chargé de mission au Centre pour les Politiques Nationales, professeur associé de droit constitutionnel à l'université Georges Washington, ou encore assistant de justice au côté du sénateur Charles S. Robb (D-VA). Il est diplômé de l'Université d'Harvard et de l'École de Droit d'Harvard.

Kumm Valérie

Vice-présidente en charge de la Réussite Educative - Lycées – Education et Patrimoine – Conseil régional de Picardie



Vice-présidente en charge des lycées, de l'Education et du Patrimoine au Conseil régional de Picardie, Valérie Kumm concentre son action depuis 2004 sur les politiques éducatives et culturelles de façon à assurer la réussite éducative de chaque jeune et de favoriser la mixité sociale à travers la construction et la réhabilitation des lycées. Diplômée en droit public et sciences politiques et certifiée au professorat en Lycée Professionnel, elle participe également à la Commission Education de l'Association des Régions de France. Membres du Conseil National de l'Innovation pour la Réussite Educative et du Conseil Supérieur de l'Education, elle a poursuivi son investissement et son intérêt pour les politiques éducatives pendant son mandat de Maire de la ville de Péronne jusqu'en 2014, par le biais de l'Association des Maires de France, en participant au Comité Directeur de la Commission Education. Actuellement, Valérie Kumm a rejoint le comité d'organisation de la Conférence internationale sur la mixité sociale, scolaire et ethnoculturelle à l'école organisée par le Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO) en partenariat avec le Conseil Supérieur de l'éducation (CSE) québécois et le Centre international d'études pédagogiques (CIEP).

Laforgue Denis

Maître de conférences en sociologie, université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI



Denis Laforgue est sociologue, enseignant-chercheur à l'Université de Savoie Mont-Blanc. Ses travaux portent sur les rapports, qui se nouent et se dénouent, entre des acteurs publics, œuvrant dans différents secteurs d'intervention (éducation, travail social, développement durable), et des acteurs ordinaires, évoluant dans différents mondes sociaux. Au début des années 2000, il a étudié la politique de carte scolaire en France et, plus précisément, les formes diversifiées et les logiques plurielles de mise en œuvre par différentes administrations scolaires déconcentrées (Rectorat, Inspection Académique) du plan de lutte contre la ségrégation sociale à l'École. Il a notamment publié *La ségrégation scolaire : l'Etat face à ses contradictions*, chez L'Harmattan en 2005 et « Quand l'institution scolaire cherche à lutter contre les inégalités. Conditions, portée et limites d'une innovation administrative » dans la revue *Education et Sociétés* en 2011.

Lajus Christian

Ingénieur de formation-Personnels d'inspection, Inspecteur de l'éducation nationale hors classe, Département Formations enseignement scolaire, Ecole supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche



D'instituteur chargé de classe unique à directeur d'école puis conseiller pédagogique généraliste et EPS, mon parcours professionnel m'a amené à exercer ensuite les missions d'inspecteur de l'Education nationale chargé d'une circonscription de 2004 à 2009. Avec une spécialité ASH, j'ai assuré les missions d'IEN adjoint à l'IA-DSDEN ainsi que celle pour l'enseignement préélémentaire, de 2009 à 2011. Affecté à l'École supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche depuis la rentrée 2011, je suis actuellement ingénieur de formation en charge de la formation statutaire des inspecteurs territoriaux et de la formation continue des inspecteurs de l'Education nationale premier degré.

Leduby Marie-Anne

Responsable Ressources Humaines, Enseignement secondaire, Direction diocésaine Rennes



Après avoir été élève au lycée St Martin, de Rennes elle y a enseigné les Sciences Economiques et Sociales : - à plein temps de 1984 à 2002 et à temps partiel jusqu'en 2009. Au cours de ses années d'enseignement, elle a initié des jumelages Ecole-Entreprise pour développer la compréhension du monde de l'entreprise et mis en place une aide préparatoire au concours de sciences politiques pour les élèves de terminale. À partir de 1994, à la demande de l'Arpec Bretagne, elle devient responsable du parcours de formation initiale des professeurs de sciences économiques et sociales pour l'EC de Bretagne (PLC2) et est tutrice de professeurs dont certains enseignent en prépa actuellement. À la demande de François Pannetier, directeur diocésain, en 2002 elle réalise un audit pour étudier une possible sortie de crise de l'IFPB (Institut de formation des Professeurs de Bretagne) en faillite. Après cet audit, la direction lui est confiée de 2002 à 2007. De 2003 à 2009, elle préside également l'ANIFEC : Association Nationale des Instituts de formation de l'EC de France - elle participe à la mise en place

de la mastérisation et des négociations SGEC-MEN ; - en 2009, Eric de Labarre l'appelle pour prendre la direction de l'Ecole des Cadres Missionnés à Paris et la Direction de la Formation des Cadres au SGEC. Elle est actuellement Directrice-diocésaine adjointe chargée des collèges et des lycées d'Ille et Vilaine : 48 collèges - 22 lycées - 41 000 élèves et étudiants. Elle assure régulièrement des formations de chefs d'établissement au Liban.

Le Poizat Catherine

DGA, collectivité territoriale de Chelles et Membre de la commission permanente de l'ANDEV

Formations professionnelle et universitaire :

- DESS (Bac +5) Management local par projet
- Licence et maîtrise en science de l'éducation
- Deug de psychologie, sociologie droit humain
- Formatrice CNFPT dans le domaine de l'éducation.

Parcours professionnel :

Expérience confirmée en direction générale et de l'éducation :

- Directrice générale adjointe à la ville de Chelles (53 000 habitants), depuis 2011
- Directrice générale adjointe à la ville de Tremblay (35 000 habitants), de 2000 à 2011
- Directrice des services des ressources humaines à la ville de Champs sur Marne (25 000 habitants), de 1986 à 1999
- Chargée de mission de projets pour le Musée des Sciences de la Villette, de 1984 à 1986
- Responsable de service à la ville de Neuilly sur Marne et à la ville de Neuilly Plaisance en 1984.

Secteur éducation :

- Formatrice mouvement d'éducation populaire et CNFPT
- Membre du jury de concours de la Fonction Publique Territoriale

Dispositifs pilotés :

- PEL – PEDT, CUCS, dispositifs éducatifs, politique de la ville («cordée de la réussite», projet de réussite éducative, école de la deuxième chance)
- Contrat Enfance Jeunesse

Leouffre Thierry

Directeur de l'éducation, ville de Nîmes



Directeur territorial de l'Éducation, responsable communal des services d'accueil d'enfants (crèches multi-accueil, services périscolaires, services d'accueils collectifs de mineurs - Accueil de Loisirs Sans Hébergement et Accueil de loisirs périscolaires) et des questions éducatives dans le cadre du développement local d'un territoire (Projet Educatif Local, Projet Educatif de Territoire, Projet de Réussite Educative). Expérience professionnelle de 25 ans dans différentes communes (de 30 000 à 150 000 habitants). Actuellement, Directeur de l'éducation de la Ville de Nîmes (150 000 habitants – Préfecture du Gard). Membre de l'ANDEV (Association Nationale des Directeurs de l'Éducation des Villes). Depuis 2013, la ville de Nîmes a développé un projet expérimental à l'occasion d'un besoin de reconstruction d'école dans un des quartiers « REP+ » de la commune. C'est cette approche qui est à l'origine d'un travail avec Geneviève Zoïa et Laurent Visier ; travail encore actuellement en cours, dont plusieurs enseignements ont pu déjà être tirés et qu'il est proposé de partager plus largement, selon un point de vue de chercheurs, d'élu communal ou de cadre communal dirigeant, tous acteurs du projet.

Lessard Claude

Professeur émérite de sociologie de l'éducation, université de Montréal, Président du Conseil Supérieur de l'Éducation



Sociologue de l'éducation, professeur émérite à l'université de Montréal et président du Conseil supérieur de l'éducation du Québec, Claude Lessard est un spécialiste du système éducatif canadien. Il a auparavant occupé les fonctions de doyen et de vice-doyen à l'enseignement à l'université de Montréal ainsi que celles de directeur du Labriprof (Laboratoire de recherche et d'intervention portant sur les politiques et les professions de l'éducation) et de codirecteur du Crifpe (Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante). Son expertise scientifique a été reconnue par plusieurs prix et participations à des comités scientifiques ainsi qu'à des comités de rédaction de revues en sciences de l'éducation.

Lorcerie Françoise

Directrice de recherche émérite, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), IREMAM-AMU



Françoise Lorcerie, directrice de recherches au CNRS (sciences politiques), a consacré ses travaux à l'analyse des modes d'ethnisation de l'école en France, à l'articulation des processus ethniques inscrits dans les rapports sociaux, des débats publics et des décisions politiques. Elle a dirigé pour le Centre Alain Savary le premier ouvrage français de synthèse sur la matière, *L'École et le défi ethnique* (2003, épuisé. Les chapitres de cadrage sont en ligne sur hal-shs). Attentive aux déploiements sur 35 ans des politiques urbaines, sociales et scolaires menées au nom de la correction des inégalités et de l'intégration des immigrés et de leurs enfants, elle a particulièrement suivi les conflits touchant aux réinterprétations de la laïcité et au port du foulard islamique (*La Politisation du voile*, L'Harmattan, 2005). Elle est membre fondatrice du Réseau international Education et Diversité (RIED), appuyé sur des universités québécoises, belges, suisses et françaises, qui a tenu sa première rencontre internationale à Marseille en octobre 2014.

Loustau Eric

Responsable Division Statistique et Evaluation du rectorat de l'académie de Clermont-Ferrand



En 1993, il est diplômé d'un 3ème cycle en sociologie du travail et des organisations de l'université Jussieu Paris 7. Il rejoint le bureau des études de la Direction des Personnels Enseignants des Lycées et Collèges du ministère de l'Éducation Nationale à Paris. En 1997, il choisit un poste de chargé d'études au Service Statistique Académique du rectorat de l'académie d'Aix-Marseille. En 2005, il est muté au rectorat de l'académie de Clermont-Ferrand et devient le responsable de la Division Statistique et Evaluation. Ces affectations l'ont conduit à réaliser et piloter des études statistiques sur les personnels, les élèves, les enseignements, les résultats aux examens et l'orientation. Ces études visent à éclairer la politique nationale et ses déclinaisons en régions. Elles ont pu faire l'objet de partenariats avec des collectivités territoriales ou d'autres services de l'Etat. La mixité sociale sur tous les territoires qu'ils soient urbains ou ruraux fait régulièrement partis des champs d'investigation.

Lussault Michel

Géographe, Professeur d'études urbaines, Directeur de l'Institut français de l'éducation (Ifé), Ecole Normale Supérieure de Lyon, Président du Conseil supérieur des programmes (CSP)



Michel Lussault est géographe, professeur des universités à l'École normale supérieure de Lyon, membre du laboratoire de recherche Environnement, villes, sociétés (UMR 5600 CNRS/Université de Lyon). Dans son travail, il analyse les modalités de l'habitation humaine des espaces terrestres, à toutes les échelles. Il est l'auteur depuis 1990 de plus de cent articles scientifiques et de nombreux ouvrages. Parmi ses plus récentes responsabilités, il a co-présidé avec Paul Chémetov le conseil scientifique de la consultation internationale Un pari pour le grand Paris (mai 2008-juin 2009), il a assuré le pilotage scientifique du groupe Métropoles françaises et mondialisation de la démarche Territoires2040 de la DATAR et il préside le conseil scientifique du Plan-Urbanisme-Construction-Architecture (PUCA) et Arc de Rêve à Bordeaux depuis 2011. Il a aussi occupé de nombreuses responsabilités institutionnelles : président de l'université de Tours (2003-2008), vice-président et porte-parole de la Conférence des présidents d'université (2006-2008), président de l'Agence de mutualisation des universités et des établissements (2004-2005), président de l'université de Lyon (2008-2013), directeur de l'Institut Français d'Éducation depuis octobre 2012 et président du Conseil Supérieur des Programmes depuis septembre 2014.

Ly Son Thierry

Chercheur à l'école d'économie de Paris et chargé de mission à France Stratégie



Son Thierry Ly est chercheur à l'École d'économie de Paris et chargé de mission à France Stratégie, en charge des questions éducatives. Docteur en économie de l'éducation de l'École normale supérieure. Ses travaux portent notamment sur le rôle de la composition des classes dans la mixité sociale et la réussite scolaire. En juillet 2014, il a co-signé avec Eric Maurin et Arnaud Riegert un rapport pour l'Observatoire de la réussite scolaire et de la mixité sociale de la Région Ile-de-France. Il a également travaillé sur le rôle de la conservation des réseaux d'amitié lors des transitions scolaires, ainsi que sur l'importance de la distance domicile-établissement dans les choix d'établissements par les familles.

Mangado-Lunetta Eunice

Directrice déléguée, Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV)



Née en 1974. L'Afev est le plus important réseau de mobilisation d'étudiants dans des actions de solidarité dans les quartiers prioritaires. Les étudiants de l'Afev accompagnent individuellement des enfants en fragilité en lien fort avec leurs parents. Avant de rentrer à l'Afev en 2004 en tant que chargée de mission, elle a été formatrice pour adultes FLE / Alpha puis chargée de mission pour le Fasild (aujourd'hui CGET). Elle est directrice déléguée de l'Afev depuis 2009 en charge des projets éducatifs. Elle pilote également le plaidoyer éducatif et les expérimentations nationales sur le développement du pouvoir d'agir des familles populaires. En 2007, elle publie - avec Clotilde Giner - « Enfants et jeunes nouvellement arrivés : guide de l'accompagnement éducatif » aux éditions INJEP. En 2009, elle participe à un ouvrage écrit collectivement avec un groupe de salariés de l'Afev : « Guide de l'accompagnateur bénévole » aux éditions ESF.

Marois William

Recteur d'Académie, Rectorat de l'Académie de Nantes



William MAROIS est professeur de Sciences Economiques à l'Université d'Orléans, spécialisé sur les questions monétaires et de politique économique. Président de l'Université de 1987 à 1992, il a ensuite été recteur des académies de Nancy-Metz, Rennes, Montpellier, Bordeaux, Créteil et Nantes depuis 2013.

Maroy Christian

Professeur de sciences de l'éducation, université de Montréal



Christian Maroy est sociologue, professeur titulaire au département Administration et Fondements de l'éducation, de l'université de Montréal. Il est titulaire d'une Chaire de recherche du Canada sur les politiques éducatives (www.crcpe.umontreal.ca) depuis octobre 2010. Il fut précédemment professeur de sociologie à l'Université de Louvain et directeur du Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur la Socialisation, l'Education et la Formation (GIRSEF). Il a publié récemment *Ecole, Régulation et Marché. Une comparaison de six espaces scolaires locaux en Europe* (2006, Presses universitaires de France) et *Les marchés scolaires. Sociologie d'une politique publique d'éducation* (septembre 2013, Presses universitaires de France, avec Georges Felouzis et Agnès van Zanten). Ses intérêts de recherche portent sur les politiques éducatives, les nouveaux modes de régulation des systèmes éducatifs, les inégalités scolaires, la profession et le travail enseignant. Il a été membre de la Commission de pilotage du système d'enseignement de la Communauté Wallonie Bruxelles de Belgique, entre 2002 et 2010. Il a également été co-auteur d'un rapport sur la régulation des inscriptions scolaires pour le Ministère de l'enseignement de la Communauté Wallonie Bruxelles de Belgique.

Mc Andrew Marie

Chaire de recherche du Canada sur l'éducation et les rapports ethniques

Mons Nathalie

Professeure de sociologie, université de Cergy-Pontoise, Présidente du Conseil national d'évaluation du système scolaire



Professeure de sociologie à l'université de Cergy-Pontoise, Nathalie Mons est spécialisée dans l'action publique et consacre ses recherches à l'évaluation des politiques éducatives dans une perspective comparatiste internationale. Diplômée de Sciences-Po Paris, titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation et d'une habilitation à diriger des recherches en sociologie, Nathalie Mons assure également la coordination d'un consortium de formation en e-learning à destination des personnels d'encadrement de l'éducation nationale. Parallèlement, elle est membre de plusieurs comités scientifiques et éditoriaux de revues spécialisées et participe régulièrement à des opérations d'évaluation dans l'enseignement supérieur (Agence nationale de la recherche, Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Universitaire reconnue au niveau international, Nathalie Mons a été professeure invitée de 2008 à 2009 au London Institute of Education et intervient régulièrement comme experte pour la Commission européenne et l'OCDE (elle a été membre du consortium Pisa en 2009). En 2012, elle a copiloté la concertation pour la refondation de l'École de la République.

Monso Olivier

Chargé d'études à la Cellule des méthodes et synthèses statistiques de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP)



Olivier Monso travaille à la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP) du Ministère de l'éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en tant que chargé d'études au sein de la Cellule des méthodes et synthèses statistiques. Il est impliqué dans plusieurs travaux d'études, sur des thèmes tels que les disparités territoriales de parcours et de résultats scolaires, ou la comparaison des secteurs public et privé d'enseignement. Il contribue à la diffusion et au développement d'outils méthodologiques à des fins d'études et de pilotage. À ce titre, il participe à un travail conjoint entre la DEPP et l'INSEE, visant à faire un état des lieux sur les indicateurs permettant d'étudier la ségrégation entre établissements, et à les appliquer au diagnostic sur la ségrégation sociale entre les collèges français.

Moracchini Charles

Inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional établissements et vie scolaire, délégué académique à la formation des personnels d'encadrement de l'académie de Clermont-Ferrand



Charles Moracchini est inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional établissements et vie scolaire, délégué académique à la formation des personnels d'encadrement de l'académie de Clermont-Ferrand. Architecte D.P.L.G., docteur en géographie et docteur en sciences de l'éducation, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles portant notamment sur l'aménagement scolaire des zones rurales fragiles, l'établissement comme acteur du développement territorial, les nouvelles formes scolaires, la formation des cadres au pilotage des unités éducatives par la mise en actes des valeurs de la République. Dans un contexte de territorialisation des politiques publiques, Charles Moracchini articule sa réflexion et son action autour des conditions de la réussite complète de l'élève au sein d'unités éducatives conçues à part entière comme des « instruments d'éducation » (cf. Michel Lussault). A ce titre, il s'interroge sur les conditions d'émergence d'une collectivité apprenante au sein de chaque école ou réseau d'école, grâce à une méthodologie fondée sur la coéducation et sur la co-construction des politiques éducatives (cf. Marie-Danièle Campion).

Nau Xavier

Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)



Ancien professeur de philosophie en lycée, Xavier Nau est membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE), au titre de la CFDT. Il a été rapporteur en 2011 d'un avis sur les inégalités à l'école, puis en 2013 de l'avis du CESE sur le projet de loi de refondation de l'école de la République. Il a exercé de 2001 à 2009 la fonction de Secrétaire général de la FEP-CFDT (Fédération de la formation et de l'enseignement privés). Il a siégé au Conseil supérieur de l'éducation ainsi qu'à l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur. Il siège actuellement au Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO).

Oberti Marco

Professeur en sociologie et directeur de l'OSC, Sciences-Po Paris



Les travaux les plus récents de Marco Oberti portent sur les classes sociales et les inégalités urbaines et scolaires, abordées sous l'angle de la ségrégation. Approches quantitatives et qualitatives sont mobilisées pour saisir les causes et les effets de la ségrégation, et plus largement les modes de cohabitation entre groupes dans l'espace urbain. Il travaille également sur les formes de "requalification scolaire" dans les banlieues populaires et sur les programmes "d'ouverture sociale" dans l'éducation. La comparaison internationale traverse l'ensemble de ses recherches.

Persoon Manon

Représentante du Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences, Pays-Bas

Manon Persoon est responsable politique de l'éducation primaire pour le Ministère Hollandais de l'éducation et des sciences. Elle est spécialiste des problématiques d'inégalités éducatives et intervient en ce sens auprès du groupe sur l'Education et la Protection des Jeunes Elèves.

Potvin Maryse

Professeure titulaire, Université du Québec à Montréal, Directrice de l'Observatoire sur la formation à la diversité et l'équité

Maryse Potvin est politologue et sociologue de formation, et professeure titulaire en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle dirige l'Observatoire sur la formation à la diversité et l'équité, l'axe éducation et rapports ethniques au Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM) et le groupe de travail Éducation inclusive et rapprochement interculturel du Centre d'interventions pédagogiques en contexte de diversité de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys. Ses travaux portent depuis 20 ans sur les rapports ethniques, le racisme, les discriminations, les jeunes issus de l'immigration, l'éducation inclusive, interculturelle et antiraciste, et la formation des maîtres. Elle a publié plusieurs ouvrages dont, Le développement d'institutions inclusives en contexte de diversité (McAndrew, Potvin, M. et C. Borri-Anadon, Presses de l'Université du Québec, 2013) et La 2e génération issue de l'immigration. Une comparaison France-Québec (Potvin, M., Eid P. et Venel, N., Athéna, 2007), ainsi que plus d'une soixantaine de chapitres, d'articles scientifiques et de rapports d'expert, entre autres pour la Commission européenne (2004), la Commission Bouchard-Taylor (2008) et différents ministères.

Rainaud Jean

Conseiller éducation à l'Association des Régions de France (ARF)



Issu de l'Education nationale, Jean Rainaud a occupé diverses fonctions au cours de sa carrière au sein de l'administration : au Ministère tout d'abord, jusqu'en 1985, puis dans l'académie de Bordeaux, au rectorat –directeur de Cabinet du Recteur Lucas entre 1991 et 1993, à l'université Michel de Montaigne-Bordeaux 3 jusqu'en 1998. Il a également été directeur de l'Education au Conseil régional d'Aquitaine (1998-2006) puis en région Nord-Pas de Calais (2010-2013). Cette connaissance du fonctionnement concret du système éducatif, nourrie d'une double expérience Etat et Collectivités, lui a donné une vision originale de la décentralisation éducative en France et de ses enjeux.

Renault Yann

Délégué national des Francas chargé du développement des espaces éducatifs, Francas



Militant de l'enfance et de l'éducation, Yann RENAULT est délégué national de la Fédération nationale des Francas, Mouvement d'éducation populaire, Association éducative complémentaire de l'enseignement public membre du Collectif des associations partenaires de l'école. Il accompagne depuis près de quinze ans des territoires dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de projets éducatifs locaux et aujourd'hui de projets locaux d'éducation. Il suit les questions relatives au développement des espaces éducatifs sur les temps périscolaires et extrascolaires et notamment les centres de loisirs éducatifs. Il porte une attention particulière à l'accès de tous les publics aux loisirs éducatifs et notamment aux enfants et aux adolescents à besoins particuliers.

Riegert Arnaud

Chargé d'étude au département des études économiques, INSEE



Arnaud Riegert est chargé d'études au département des études économiques de l'Insee et doctorant en troisième année à l'École d'économie de Paris sous la direction d'Éric Maurin. Sa thèse porte sur les interactions sociales et la ségrégation en milieu scolaire. Il a écrit avec Son Thierry Ly et Éric Maurin un rapport sur le rôle des établissements dans la ségrégation dans les collèges et lycées d'Île-de-France.

Roebroek Elodie

Doctorante, Université Clermont Auvergne, Université Blaise Pascal, Laboratoire de Psychologie Sociale et Cognitive (CNRS UMR 6024), Clermont-Ferrand



Elle termine actuellement une thèse de doctorat en psychologie sociale dans laquelle elle s'intéresse aux implications des politiques d'intégration nationales reflétées par l'école pour le développement de la tolérance chez les élèves. Comment l'école, en transmettant certains principes et valeurs, peut-elle contribuer à la construction et au maintien de relations harmonieuses entre personnes issues de différents horizons culturels? En France, le modèle républicain d'intégration, constitué par les principes de « Liberté, égalité, fraternité, laïcité », a fait l'objet de nombreuses analyses sociologiques, historiques et philosophiques. Pourtant, les connaissances des implications psychologiques de ce modèle sont très fragmentaires. Que représente-t-il aux yeux des élèves ou des enseignants aujourd'hui en France? Le Laboratoire de Psychologie Sociale et Cognitive de Clermont-Ferrand (LAPSCO) a développé des instruments permettant de mesurer l'adhésion des individus aux principes du modèle républicain d'intégration. Au moyen d'enquêtes par questionnaire auprès d'échantillons importants de collégiens et de lycéens, elle étudie le développement de l'adhésion à ces principes républicains tout au long du cursus scolaire. À l'aide des données récoltées, son travail de thèse vise à prédire le niveau de tolérance des élèves en prenant en compte l'influence de l'école sur le développement de l'adhésion aux principes républicains. Une partie de son travail se focalise également sur la manière dont les enseignants réagissent face aux spécificités ethnoculturelles.

Rompré Gabriel

Doctorant en études urbaines, Institut National de la recherche scientifique du Québec



Gabriel Rompré s'intéresse aux conséquences sociales des systèmes d'affectation d'élèves. Il a été chargé par le Conseil supérieur de l'éducation du Québec et le CNESCO d'effectuer une revue de la littérature scientifique sur la mixité sociale à l'école.

Rothenburger Catherine

Professeure des écoles en Lozère, docteure en sciences de l'éducation



Après un parcours dans l'enseignement agricole en tant de professeure d'économie puis impliquée dans la formation continue des enseignants au Centre d'Expérimentation Pédagogique de Florac (48), en particulier sur la mise en œuvre de l'interdisciplinarité dans l'enseignement agricole, elle a choisi d'enseigner dans des écoles rurales de Lozère, en classe multi-cours. Elle s'est engagée dans un doctorat en sciences de l'éducation, dans le laboratoire Education, Cultures et Politiques à l'université Lumière Lyon 2, terminé en 2014. Sa recherche porte sur l'impact du territoire sur l'identité professionnelle des enseignants en école rurale grâce à une approche comparative entre cinq territoires ruraux français, espagnols, chiliens et uruguayens. Son travail met en évidence la nature des liens qui existent entre le développement professionnel d'un enseignant et son territoire d'exercice et la territorialisation possible de l'identité professionnelle. Son travail interroge la formation des enseignants quant à la prise en compte du territoire d'exercice professionnel et aux compétences nécessaires pour l'analyser.

Rouault Rémi

Professeur émérite de l'Université de Caen, chercheur associé ESO-CAEN UMR 6590



Rémi Rouault est professeur émérite de géographie sociale de l'Université de Caen et chercheur associé d'ESO-CAEN, UMR 6590 Espaces et Sociétés depuis janvier 2014. Il s'intéresse depuis le milieu des années 1980 à la géographie de l'école à travers la question des inégalités socio-spatiales. Sa thèse (1983), réalisée en parallèle de l'enseignement dans un collège de ZEP, a porté sur la démocratisation de l'enseignement en France entre 1985 et 1993. Son habilitation à diriger les recherches (2004) s'intitule de la carte scolaire à la scolarisation à la carte. Il a notamment étudié la question de la mobilité tant pour les élèves résidant dans les zones rurales que pour ceux des secteurs scolaires de l'éducation prioritaire. Il a analysé les stratégies de contournement de la carte scolaire par le recours à la dérogation, à l'évitement que par l'inscription dans des établissements privés, c'est-à-dire les pratiques d'évitement mises en œuvre principalement par les familles socio-économiquement favorisées. Il est co-auteur avec R. Héryn de l'atlas de la France scolaire (Doc. Française, 1994) et avec P. Caro de l'Atlas des fractures scolaires en France (Autrement, 2010). Ses travaux actuels restent centrés sur les inégalités scolaires d'un point de vue socio-spatial.

Rouch Hélène

Porte-parole et Secrétaire Générale Adjointe, Fédération des Conseils de Parents d'élèves (FCPE)



Présidente de la FCPE en Haute-Garonne depuis 2011 et responsable nationale de la FCPE, Hélène ROUCH s'est investie depuis plusieurs années sur les questions concernant la mixité sociale à l'Ecole, l'organisation territoriale et la gouvernance sur les territoires. Elle a notamment travaillé avec le Conseil Général de la Haute-Garonne pour définir la carte scolaire des collèges de la métropole toulousaine. Elle a également collaboré lors de la mise en place des projets éducatifs territoriaux (PEDT) sur son département et participe à une réflexion plus large pour en faire un outil pouvant contribuer à la mixité sociale.

Rouverand Valérie

Adjointe au maire déléguée à l'enseignement scolaire, ville de Nîmes



Valérie Rouverand est formatrice et adjointe au Maire ville de Nîmes, en charge de l'Enseignement Scolaire, élue en Mars 2014.

Tiercelin Arnaud

Responsable national des questions d'éducation, Ligue de l'enseignement

Torrero Marie-José

Membre de la commission permanente de l'Association Nationale des Directeurs de l'Education des villes (ANDEV)



Marie-José Torrero a longtemps travaillé dans le milieu associatif dans le cadre de l'éducation populaire, avant de rejoindre la fonction publique territoriale. Tout d'abord Responsable de service dans le secteur périscolaire, en rejoignant Guyancourt, commune de l'agglomération de Saint-Quentin-en Yvelines, ses fonctions lui ont permis d'intervenir sur tous les temps éducatifs : scolaires et périscolaires. C'est dans ce cadre qu'elle a eu l'opportunité de travailler très régulièrement sur l'évolution de la Carte Scolaire et des périmètres scolaires, à la gestion des mouvements d'élèves, prenant en compte la régulation des affectations. Ce travail s'inscrivant dans un territoire à la démographie exponentielle (1500h en 1968, près de 30 000h en 2015), ou les élus ont travaillé depuis sa création à une urbanisation équilibrée, favorisant la mixité sociale.

Tournier Philippe

Secrétaire général du syndicat des personnels de direction de l'Education nationale

Visier Laurent

Professeur de sociologie, Université de Montpellier I



Laurent VISIER, 53 ans, est docteur en sciences sociales (EHESS, 1997); HDR (Paris IV, 2011). Il est professeur à l'Université de Montpellier, membre du laboratoire de science politique CEPEL (UMR 5112). Il dirige au sein de l'Université de Montpellier/Faculté de médecine le Département de sciences humaines et sociales (SHSmed). Il est membre du Haut conseil de la santé publique (HCSP) et président du Collège national des enseignants de SHS en Médecine (COSHSEM). Ses recherches portent sur : 1/ Santé et éducation dans les quartiers précarisés 2/ Formation des professions médicales et soignantes. Il a publié notamment sur le thème: - « Espaces et bien-être à l'école dans un quartier défavorisé », Diversité, 2015. n°179, Canopé, SCEREN/CNDP - « Professionnalisation et déprofessionnalisation : une comparaison éducation/santé », Recherche et Formation, 2014. n° 70 - « Students perceived stress in academic programs: Consequences for its management », Revue d'épidémiologie et de santé publique, 2012. 60 - « Des inégalités dans la ville aux inégalités de santé, revue de la société française de santé publique , Collection Santé & Société, N° 16, 2011 - La carte scolaire et le territoire urbain, PUF, 2009.

Waleckx Denis

Inspecteur d'académie - directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Seine-Saint-Denis



Après avoir été professeur en éducation prioritaire, inspecteur pédagogique régional, délégué académique à la formation dans l'académie de Montpellier, Denis Waleckx est depuis deux ans inspecteur d'académie - directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Seine-Saint-Denis. Il est notamment en charge de la partie ouest du département, où de nombreux établissements, relevant de l'éducation prioritaire mais aussi proches de territoires attractifs, comme Paris, le département du Val d'Oise ou des Hauts-de -Seine, sont pleinement confrontés à cette tension entre mixité nécessaire et liberté de choix.

Walraven Guido

Dutch National Knowledge Centre for Mixed Schools, Pays-Bas

Guido Walraven est Professeur associé sur les politiques des villes à l'Université Inholland de Sciences Appliquées et Directeur du Centre national pour la mixité dans les écoles. Ce Centre diffuse aux collectivités locales, aux écoles, aux internats tout comme aux parents des travaux basés sur les résultats de la recherche. Le Centre national pour la mixité dans les écoles soutient par ailleurs les décideurs en charge des programmes luttant contre les ségrégations à l'école et facilitant l'intégration dans douze villes Hollandaises entre 2008 et 2011. Ses travaux sur l'éducation incluent des projets de recherche, de conseil ou de développement. Ses thèmes de recherche principaux durant ces vingt dernières années portent sur la diversité, la participation des différents acteurs (élèves, parents et professionnels), l'isolement social et la citoyenneté dans les écoles. M. Walraven a aussi été un des coordinateurs de l'évaluation nationale des politiques éducatives prioritaires et des services d'évaluations intégrés pour les enfants à risque, écoles communautaires incluses. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, articles et revues. Il est entre autre coéditeur à l'initiative d'une publication sur la mesure de la ségrégation dans plus de 20 pays et régions (Bakker et al, 2010).

Weixler Frédérique

MENESR



Inspectrice d'académie établissement et vie scolaire et à ce titre experte du fonctionnement des établissements dans leur globalité en tant que système complexe intégré dans un environnement, en accordant une attention particulière à la vie et au parcours de l'élève. La mixité sociale et scolaire fait partie des indicateurs et facteurs pris en compte dans cette analyse. Conseillère technique lutte contre le décrochage auprès de la directrice générale de l'enseignement scolaire : elle a piloté l'évaluation de politique publique de lutte contre le décrochage et publié le rapport de diagnostic le 18 juin 2014 et le rapport final le 21 novembre 2014 prenant en compte des éléments de comparaison internationale. Le département DRDIE qu'elle dirige, accompagne des expérimentations en lien avec des chercheurs notamment sur les questions de cartographie des risques liés aux enjeux de la carte scolaire. Engagée au titre de la DGESCO et comme expert dans un projet de coopération avec le ministère de l'éducation québécois sur plusieurs thématiques et tout particulièrement la persévérance scolaire. Vice-présidente d'Emmaüs France de 1996 à 2002 et membre du comité exécutif d'Emmaüs international de 2005 à 2008.

West Anne

Professeure des politiques éducatives, London School of Economics



Anne West est Professeure spécialisée en Politique de l'Education au Département des Politiques Publiques à l'école d'économie de Londres. Elle est également Directrice du Groupe de Recherche sur l'Education de cette école. Avant de s'engager avec LSE, elle travaillait en tant que chercheuse pour l'académie de Londres. Ses recherches étaient et sont axées sur la politique éducative, à la fois en Angleterre mais aussi plus globalement (comparaisons à l'international). Ses domaines d'expertises réfèrent tout autant aux réformes du marché éducatif, aux processus d'admissions, au cycle primaire qu'aux finances des écoles en lien avec l'égalité des chances. Elle a publié de nombreux articles dans le secteur des politiques éducatives et a participé aux consultations sur les politiques des affectations scolaires notamment.

Zaffran Joël

Professeur des universités, université de Bordeaux



Joël ZAFFRAN est Professeur des universités. Il enseigne la sociologie à l'université de Bordeaux. Il est chercheur au Centre Émile Durkheim (UMR-CNRS 5116). Ses travaux portent sur l'éducation, la formation et l'école. Après avoir traité la question du handicap à l'école et l'intégration scolaire, il s'est intéressé à l'adolescence qu'il aborde sous l'angle des temps sociaux, dont le temps périscolaire. Actuellement, ses recherches portent sur le décrochage scolaire.

Zoïa Geneviève

Professeure d'université en ethnologie (LIRDEF), Université de Montpellier



Geneviève Zoïa est docteur en Sciences Sociales de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, EHESS, Paris. Elle est anthropologue, professeur à l'Université de Montpellier et membre du LIRDEF (laboratoire interdisciplinaire de recherche en didactique education et formation). Elle enseigne à la Faculté d'éducation de l'Université de Montpellier/ESPE. Elle est responsable de la spécialité « Métiers de l'encadrement éducatif : vie scolaire et médiation sociale » du Master Métiers de l'Education et de la Formation (MEEF). Ses travaux portent sur la diversité culturelle, la notion de culture et ses usages politiques et sociaux dans les espaces urbains défavorisés, la laïcité. Elle a mené des recherches sur l'engagement militant des jeunes descendants de migrants et la politique de la ville, les populations nouvellement arrivées en France, la mixité sociale à l'école, et plus récemment sur le bien-être à l'école dans les espaces ségrégués. Elle est membre du comité de rédaction des Cahiers du Cerfee et de la revue Diversité.



 **cnesco**
conseil national
d'évaluation
du système scolaire



Carré Suffren
31-35 rue de la Fédération
75015 Paris
Tél. 01 55 55 02 09
cnesco.communication@education.gouv.fr
www.cnesco.fr



@Cnesco_Educ



Cnesco

Centre international d'études pédagogiques
1 avenue Léon-Journault
92318 Sèvres Cedex, France
Tél. 01 45 07 60 00
www.ciep.fr/contact/
www.ciep.fr



@ciep_sevres



CIEP

Conseil supérieur
de l'éducation

Québec 

Conseil supérieur de l'éducation
1175, avenue Lavigerie, bureau 180
Québec (Québec) G1V 5B2
Téléphone : 418 643-3850
panorama@cse.gouv.qc.ca
www.cse.gouv.qc.ca